



DANS CE NUMÉRO:
LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE DE DELASTEK POURSUIVENT LEUR COMBAT
 >> PAGE 2
JOURNÉE DU CHANDAIL ROSE
 >> PAGE 3
AIDER LES SINISTRÉS DU VERGLAS
 >> PAGE 4



VOLUME 5, NO.3

WWW.UNIFOR.ORG

16 FÉVRIER 2017

uniforum



Des membres d'Unifor se rassemblent devant le consulat des États-Unis à Toronto pour dénoncer l'islamophobie.

Les accords commerciaux doivent aider les travailleurs

Comme Unifor l'a fait remarquer à un groupe de parlementaires danois en visite, le gouvernement est en train de faire adopter l'accord commercial entre le Canada et l'Europe sans prendre en considération toutes les incidences de celui-ci sur les travailleurs ou le pays dans son ensemble.

« Laissez-moi vous dire que le processus de ratification se déroule rapidement au Canada, presque à une vitesse irresponsable », a déclaré Naureen Rizvi, directrice de la région de l'Ontario, dans un discours prononcé au consulat du Danemark à Toronto le 9 février.

Mme Rizvi a indiqué que le projet d'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne était typique du type d'accord négocié lorsqu'un gouvernement néglige de tenir compte des besoins des travailleurs.

Comme le Canada l'a expérimenté avec l'Accord de libre-échange nord-américain

Solidarité avec les travailleurs en grève de Vast-Auto

Le vendredi 3 février, plus de 70 membres d'Unifor ont manifesté leur appui aux travailleurs contraints à faire la grève par Vast-Auto. L'entreprise a quitté la table de négociation au lieu d'augmenter leurs salaires de misère.

« Le rassemblement montre à quel point tout notre syndicat est solidaire avec ces travailleurs, a

>> Suite à la page 2

Unifor marche pour dénoncer l'islamophobie

À la suite du meurtre insensé de six musulmans dans une mosquée de Québec, les membres d'Unifor se sont mobilisés à la grandeur du pays pour dénoncer l'islamophobie et le décret visant à interdire l'entrée aux États-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane.

Du 3 au 5 février, des rassemblements ont eu lieu dans plus d'une dizaine de villes canadiennes à l'occasion des journées nationales d'action

contre l'islamophobie. À Toronto, des milliers de personnes se sont rassemblées devant le consulat des États-Unis et ont marché pour dénoncer la haine et l'interdiction de séjour aux États-Unis. Grâce aux drapeaux d'Unifor qui dominaient la foule et aux pancartes conçues par le Syndicat canadien des pigistes, les participants ont envoyé un message clair de solidarité syndicale.

L'attentat survenu après la prière du soir au Centre culturel

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

DATES À INSCRIRE À VOTRE CALENDRIER

Unifor est fier de présenter les conférences sur l'équité ci-dessous au Centre familial d'éducation de Port Elgin, en Ontario. Au cours de ces deux jours, les participants contribueront à bâtir notre syndicat et à renforcer notre mission de justice sociale.

Pour vous inscrire, veuillez vous adresser à la présidente ou au président de votre section locale ou à votre comité exécutif. De plus amples renseignements se trouvent à l'adresse www.unifor.org/evenements

- Conférence des travailleuses et travailleurs autochtones et de couleur – Du 5 au 7 mai
- Conférence sur la Fierté (ouverte à tous les membres LGBTQ et aux alliés) – Du 12 au 14 mai

Le Conseil canadien se déroulera à Winnipeg!

La période d'inscription débutera bientôt, mais inscrivez dès maintenant les dates suivantes à votre calendrier.

- Les conseils industriels se réuniront le jeudi 17 août.
- Le Conseil canadien commencera à 9 h le vendredi 18 août et se poursuivra jusqu'au dimanche 20 août.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Les travailleurs en grève de Delastek gardent le moral

Après 22 mois de grève, les membres de la section locale 1209 d'Unifor poursuivent leur combat contre Delastek, à Grand-Mère, au Québec. Delastek, un sous-traitant qui mène des activités dans l'industrie de l'aérospatiale, notamment pour Bombardier, n'a pas cessé ses activités malgré la loi anti-briseurs de grève en vigueur au Québec.

« Ce conflit démontre le rapport de force inégal entre un employeur et un groupe de syndiqués lorsque des briseurs de grève remplacent ceux-ci », a expliqué Renaud Gagné, directeur québécois.

Le conflit est issu de la division du travail entre le groupe de la production, visé par la convention collective, et le groupe de recherche et développement, qui ne fait pas partie de l'unité



La conférence de presse d'Unifor tenue à Trois-Rivières, au Québec, permet d'attirer l'attention sur les travailleurs en grève de Delastek.

de négociation. Du point de vue du syndicat, il est clair que les membres du groupe de recherche et développement effectuent du travail de production et prolongent la grève.

Lors de la visite des inspecteurs du ministère du Travail, les travailleurs de l'usine ont affirmé qu'ils s'occupaient des pièces destinées à la CSeries et que ces pièces relevaient du service de recherche et développement. Or, les employés des ateliers de la CSeries ont confirmé à Unifor que l'aéronef était passé de la phase de développement à la phase

de production. Si tel est le cas, le travail actuellement effectué contrevient à la loi.

Unifor a demandé à Bombardier de l'aider à mettre fin à la grève, mais Bombardier refuse d'intervenir dans le conflit de travail ou auprès du gouvernement du Québec, qui détient une participation dans la CSeries.

L'espoir subsiste malgré tout. « Nous attendons le rapport des inspecteurs gouvernementaux avant d'exercer les recours judiciaires qui s'imposent », a affirmé M. Gagné.

>> Suite de "Solidarité avec les travailleurs" sur la page 1

affirmé Paulo Ribeiro, représentant national d'Unifor. C'est très important pour eux. »

Les 29 travailleurs en grève, qui cherchaient à négocier leur deuxième convention collective, font partie de la section locale 1285.

« L'entreprise empoche d'énormes profits sur le dos des travailleurs en exploitant des travailleurs marginalisés et des immigrants embauchés par l'intermédiaire d'agences de placement temporaires », a-t-il ajouté.

La plupart des travailleurs de Vast-Auto à Brampton gagnent 12,70 \$ l'heure et paient eux-mêmes leurs avantages sociaux. Aucun d'entre eux ne touche plus que 14,80 \$, tandis que les travailleurs de Vast-Auto à Montréal gagnent entre 18,00 et



Solidarité avec les travailleurs en grève de Vast-Auto sur la ligne de piquetage le 4 février à Scarborough.

21,80 \$ l'heure.

Le rassemblement s'est déroulé au lieu de travail de Vast-Auto à Scarborough une semaine pile après que l'entreprise a quitté la table de négociation. De plus, les membres d'Unifor ont distribué des dépliants et invité les clients

à ne plus faire d'achats chez Vast-Auto tant qu'une entente équitable n'aura pas été conclue.

Nos membres peuvent continuer à montrer leur solidarité avec les grévistes en participant à leur piquet de grève au 10, chemin Driver, à Brampton.

>> Suite de "Les accords commerciaux" sur la page 1

(ALENA), les accords commerciaux qui font passer les désirs des grandes entreprises ou sociétés avant les besoins des citoyens ont tendance à entraîner un nivellement par le bas et à transformer les emplois de qualité en travail à forfait mal rémunéré.

« Expliquer que les accords commerciaux améliorent la valeur actionnariale ou la position concurrentielle des entreprises sur les marchés mondiaux ne signifie absolument rien pour un travailleur déplacé qui n'arrive pas à joindre les deux bouts », a fait valoir Mme Rizvi.

Par exemple, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, le déficit commercial du Canada avec le Mexique a augmenté de 700 %, pour atteindre 25 milliards de dollars en 2015, dans le secteur

manufacturier. La moitié de ce déficit réside dans les automobiles et les pièces d'automobiles.

L'ALENA et l'AECG ont en commun le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, une clause dangereuse d'après Mme Rizvi. Aux termes de la clause de règlement des différends entre investisseurs et États de l'ALENA, le Canada a été poursuivi en justice plus de 35 fois par des investisseurs privés, soit plus souvent que n'importe quel autre pays développé.

Mme Rizvi a posé à la délégation danoise la question précise suivante : « Pourquoi General Motors peut-elle poursuivre le Canada afin de protéger son investissement alors que les travailleurs canadiens n'ont pas le même pouvoir de



Naureen Rizvi, directrice de la région de l'Ontario, et Angelo DiCaro, représentant national à la recherche, en compagnie d'un comité multipartite de députés danois.

poursuivre General Motors, qui exploite pourtant des lois du travail injustes au Mexique? »

Unifor est favorable au commerce, mais au commerce équitable. Mme Rizvi a souligné ce point en disant aux dirigeants danois que les accords commerciaux devaient être

négociés de manière équitable et transparente, dans l'objectif premier d'améliorer le niveau de vie des travailleurs. Ni l'AECG ni l'ALENA ne répondent à ces critères.

« Unifor continuera de s'opposer publiquement à l'AECG », a-t-elle précisé.

>> Suite de "Unifor marche pour dénoncer..." sur la page 1

islamique de Québec était bouleversant, et il a mis en lumière la réalité quotidienne de bien des musulmans, qui sont exposés à la haine et à l'islamophobie. En signe de solidarité avec la communauté musulmane, les drapeaux d'Unifor ont été fièrement déployés lors de rassemblements à Sydney, à London, à Ottawa et à Vancouver. Une veillée aux chandelles a eu lieu à Nanaimo, en Colombie-Britannique, alors que des membres ont formé un bouclier humain autour de leur mosquée locale dans plusieurs villes, dont St. John's. Vous pouvez voir des photos à l'adresse [Facebook.com/UniforCanada](https://www.facebook.com/UniforCanada) (en anglais).

Unifor rejette le racisme sous toutes ses formes et continue à combattre avec vigilance l'islamophobie et la violence haineuse en milieu de travail et dans la société.

Unifor demande à ses membres de faire pression sur

le gouvernement fédéral pour que le Canada accueille les personnes touchées par le décret de Trump. Demandez à Trudeau d'accepter au Canada ceux qui fuient la violence et la déportation. Demandez au gouvernement fédéral de protéger les demandeurs d'asile et d'abroger l'Entente sur les tiers pays sûrs, qui empêche actuellement les réfugiés de venir au Canada lorsque les États-Unis sont leur premier point d'entrée. Signez la pétition à l'adresse <https://you.leadnow.ca> (en anglais seulement).



Portez du rose

Unifor soulignera la Journée du chandail rose, qui est célébrée le dernier mercredi de février, pour réaffirmer l'engagement important d'offrir un environnement sûr et exempt de harcèlement au travail et à l'école.

Unifor invite tous ses membres à participer à la Journée du chandail rose, qui tombera le 22 février cette année. En portant un chandail rose, vous pouvez envoyer le message visible que vous êtes contre l'homophobie et toutes les formes d'intimidation. La première Journée du chandail rose remonte à 2007. David Shepherd, Travis Price et un groupe d'élèves de Berwick, en Nouvelle-Écosse, ont décidé de défendre l'un de leurs camarades qui se faisait intimider parce qu'il portait un chandail rose. Dans un élan de solidarité, portez un chandail rose et partagez des images sur les médias sociaux pour dire non à l'intimidation et au harcèlement homophobes.

Participez à l'organisation de la Journée du chandail rose dans votre lieu de travail cette année. Ne laissez pas la tradition s'éteindre. Faites la promesse d'agir, de dénoncer l'intimidation et de faire preuve d'amabilité tous les jours.

Si vous avez une photo de la Journée du chandail rose ou une histoire à raconter à ce sujet, envoyez-nous un courriel à l'adresse communications@unifor.org, publiez-la sur la page Facebook d'Unifor ([Facebook.com/UniforCanada](https://www.facebook.com/UniforCanada) (en anglais)) ou identifiez #Unifor sur Twitter.





Unifor fait un don de 10 000 \$ pour venir en aide aux sinistrés du verglas

Le 9 février, Sandy Brideau et Ronald Benoit, membres de la section locale 506, ont remis à la Croix-Rouge un chèque de 10 000 \$, au nom du syndicat national, pour venir en aide aux sinistrés du verglas au Nouveau-Brunswick.

« Je suis très émue de l'aide offerte par notre grand syndicat, a dit Mme Brideau, présidente de la section locale 506. Ça fait chaud au cœur de voir des manifestations de solidarité à la grandeur du pays, surtout quand des situations comme celles-ci se produisent. »

Plus d'une semaine après que le verglas s'est abattu sur la province, des milliers de Néo-Brunswickois n'avaient toujours pas d'électricité.

La tempête a touché l'ensemble de la population, mais la péninsule acadienne, sur la côte nord-est, a été la plus durement frappée. Deux personnes sont mortes d'une intoxication au monoxyde de carbone et au moins 34 autres ont été hospitalisées pour avoir tenté de chauffer leur demeure au moyen de barbecues et de génératrices. Les Forces armées ont participé aux tâches de nettoyage, alors que les équipes sur le terrain s'affairaient à rétablir le service des quelque 200 000 clients résidentiels et commerciaux touchés.

Unifor réagit rapidement aux situations d'urgence de cette nature grâce à son Fonds de justice sociale, à des collectes spéciales

DANS CE NUMÉRO Unifor manifeste pour dénoncer l'islamophobie. La directrice de la région de l'Ontario met en garde des politiciens danois contre les incidences de l'AECG. Unifor contribue aux initiatives de rétablissement après la tempête de verglas dévastatrice au Nouveau-Brunswick. Pourquoi vous devriez porter du rose le 22 février.



Sylvie Arsenault de la Croix-Rouge canadienne est entourée de Ronald Benoit (à gauche) et de Sandy Brideau (à droite), membres de la section locale 506.

et à des dons de ses conseils régionaux, de ses sections locales et de son Conseil exécutif national. Unifor a versé le don après que son Conseil exécutif national en a approuvé le montant à l'unanimité.

« Nos sections locales au Nouveau-Brunswick ont immédiatement montré leur appui

à leurs voisins, a indiqué Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique. Nos membres sont très actifs dans leur communauté, et c'est particulièrement frappant lors de moments comme ceux-ci. »